

OBSERVATIONS

DE QUELQUES

THÉOLOGIENS,

*SUR un ECRIT intitulé: ADRESSE de la
Société des Amis de la Constitution à
Rouen, à tous les Citoyens du Départe-
ment de la Seine inférieure, sur le serment
que doivent prêter les Ecclésiastiques fonc-
tionnaires publics.*

THE NEWBERRY
LIBRARY

1870

CHARTERED

1870

1870

1870

1870



OBSERVATIONS

DE QUELQUES THÉOLOGIENS

SUR un ECRIT intitulé : ADRESSE de la Société des Amis de la Constitution à Rouen, à tous les Citoyens du Département de la Seine inférieure, sur le serment que doivent prêter les Ecclésiastiques fonctionnaires publics.

VOUS nous avez envoyé, Messieurs, un exemplaire de votre Ouvrage *sur le serment que doivent prêter les Ecclésiastiques fonctionnaires publics*. L'ayant lu avec toute l'attention qu'il mérite, nous sommes demeurés convaincus qu'on devoit le distinguer de cette foule d'Ecrits sur la même matière dont nous sommes inondés, non-seulement parce qu'il sort d'une Société nombreuse, & qu'il porte des signatures respectables, mais encore & plus particulièrement, parce qu'il est de nature à émouvoir quiconque ne fera pas à portée de découvrir les erreurs qu'il renferme : c'est ce qui nous a déterminés à publier ces *observations*. Nous ne prétendons pas examiner à fond la question du serment demandé par l'Assemblée nationale : ce travail nous meneroit trop loin. Notre but unique est de remarquer les principales inexactitudes échappées à la plume de votre Rédacteur, & nous avons lieu d'espérer que vous ne vous en tiendrez pas offensés ; puisque, d'un côté, vous professez hautement (P. 3) ne connoître de parti que celui de la vérité, & que,

de l'autre, nous vous l'offrirons avec ce ton, ces ménagements qui conviennent aux hommes honnêtes, lorsqu'unis par les sentiments d'une estime mutuelle, ils sont divisés par l'opinion.

A la tête de votre Ouvrage nous croyons appercevoir un raisonnement qui ne nous paroît pas aussi concluant qu'à vous. Le principe est, que les Citoyens de toutes les classes ont prêté le serment dont il s'agit ; la conséquence , que les Prêtres doivent le prêter aussi. Non , cette conséquence n'est pas certaine ; le serment est un acte trop personnel pour qu'on puisse induire l'obligation de le faire , parce que des exemples plus ou moins imposants sollicitent cette démarche. Vous ne voulez pas (p. 4) que *l'autorité des Supérieurs* soit un motif suffisant pour le refuser , & vous voudriez que l'exemple , l'exemple seul , fût un motif suffisant & même obligatoire pour s'y résoudre ? Vous voulez que la *raison* des inférieurs *examine*, avant de refuser , si les avis de leurs supérieurs *sont parfaitement désintéressés* (1) ; & vous ne voudriez pas qu'avant de nous

(1) Indépendamment de la question du serment , il est un principe fondamental dans la Religion , & que tout bon Catholique ne peut méconnoître : c'est que J. C. a établi dans son Eglise le Corps Episcopal pour juger de la foi , de la discipline & de la morale. Or les principes de la constitution civile du Clergé intéressent la foi & la discipline ; la légitimité du serment touche la morale. A qui donc appartient-il de prononcer ? Le jugement du Souverain Pontife & de l'Eglise universelle ne s'est point encore fait entendre. Mais en attendant cette décision , quelle peut

y résoudre d'après les exemples allégués, notre raison & notre conscience examinaient de concert celle-ci si elle le peut, celle-là si elle le doit? Au moins il s'agit d'un point de morale fort délicat; & autrefois ce n'étoit pas les Laïcs qui, en pareille matière, instruisoient le Clergé. Mais avançons.

Craignant sans doute que la résistance magnanime des Evêques de l'Assemblée, & des autres qui les ont pris pour modèles, ne fasse sur les *vénérables Curés*, sur les *laborieux Vicaires des campagnes* (p. 3) une impression contraire à vos vues, vous vous occupez à détruire dans leur esprit la confiance qu'ils ont si naturellement en leurs Supérieurs, l'attirant à vous par le langage le plus affectueux & le plus flatteur. Ils sont, eux, *vos frères & vos amis*; ils sont *les bons Pasteurs des Eglises*. Les autres, que sont-ils? Des *ennemis de l'ordre* qui ne publient que des *libelles*, que l'espoir ou le projet de ressaisir *les riches possessions de l'Eglise* engage à semer *l'épouvante au milieu de leur troupeau*; vous allez (nous frémissons de le redire) jusqu'à leur supposer des *désirs homicides*, la *soif du sang* (p. 22)....

Ah ! Messieurs, ces cruelles paroles devoient-elles être empreintes dans un Ecrit destiné, ce semble, à rappeler parmi nous la concorde & la paix ! Usez-

être pour nous *l'autorité enseignante*, sinon celle du Corps Episcopal de France ? — L'adresse (p. 6) suppose que des motifs d'intérêts ou de passion peuvent *fausser* le jugement des Evêques. C'est une erreur qui ne tendroit à rien moins qu'à infirmer toutes les décisions de l'Eglise, & à les soumettre à l'examen & à la critique des Fideles qui doivent les accepter avec une soumission respectueuse, dès qu'une fois leur existence est constante.

en avec nous comme nous en ufons avec vous. Nous vous croyons animés de l'amour du bien public ; croyez que cet amour , l'ame d'un vrai Citoyen , ne nous est point étranger , & sur-tout ne nous imputez pas des sentimens , dont le soupçon nous afflige plus que toutes nos pertes & tous nos malheurs.

Nous disions que vous cherchiez à affoiblir la confiance que les Ministres du second rang doivent à leurs Evêques ; & pour y parvenir vous essayez de prouver que sur les points actuellement débattus , les Evêques ont varié de la maniere la plus formelle. » Ils demandent aujourd'hui avec chaleur le contraire de ce qu'ils ont demandé dans tous les » temps (p. 4.) « Le premier exemple que vous citez , c'est qu'il ne veulent pas maintenant que les Pasteurs de l'Eglise » soient élus par le Peuple ; « & en 1560 aux Etats d'Orléans ils demanderent & obtinrent que les élections fussent rétablies. (1) La réponse est simple : le genre d'élection introduit par l'Assemblée nationale n'est point celui que les Evêques ont autrefois sollicité. Jamais ils n'ont sollicité un mode d'élection , où des personnes choisies d'abord pour des fonctions purement temporel-

(1) L'Ordonnance de 1560 ne concerne que l'élection aux évêchés ; & jamais aucune loi ecclésiastique ou civile n'en étendit le droit jusqu'aux cures. De plus , suivant l'art. 1 cité p. 4 , les Electeurs devoient être , 1^o les Evêques de la Province , 2^o le Chapitre de l'Eglise Cathédrale vacante , 3^o douze Gentilhommes élus , & douze Notables Bourgeois pareillement élus pour concourir à cette élection : mais suivant la forme nouvelle , plus d'Evêque , plus de Chapitre ; le Clergé , qui cependant a le plus grand intérêt , non-seulement n'aura pas la plus grande influence ; il peut même n'en avoir aucune , puisqu'il peut arriver qu'on ne compte pas un seul Ecclésiastique au nombre des Electeurs.

les donneroient des Pasteurs aux Eglises. Jamais ils n'ont sollicité un mode d'élection, où des personnes d'une religion, d'une croyance différente, séparées de l'Eglise, excommuniées par l'Eglise, concouroient activement à la création de nos Evêques & de nos Curés. Et voilà le mode d'élection décrété par l'Assemblée nationale. Les *mêmes Evêques* auroient donc pu, & ils peuvent encore, d'une part, se refuser au genre d'élection dont vous parlez; de l'autre, solliciter le rétablissement de l'ancienne discipline sur les élections, parce qu'en un mot la discipline pour laquelle vous votez, n'est pas l'ancienne discipline.

» N'est-il pas étonnant (*c'est l'autre contradiction*)
 » que les Evêques vantent non-seulement les prérogatives & la suprématie du Pape, mais encore
 » qu'ils veulent n'exercer le saint Ministère que sous
 » sa dépendance? Tandis qu'ayant reçu comme lui
 » leurs pouvoirs de Dieu seul, & fiers de cette égalité (ils vouloient que le Pape les appellât ses
 » *freres*; & que) conservateurs des libertés de l'Eglise
 » de France, ils employoient autrefois la puissance
 » du Roi, celle des Parlements & de la Sorbonne
 » pour arrêter les entreprises de la Cour de Rome. «
 Vous nommez cette conduite une *étrange contradiction*, & nous osons nous étonner que vous y ayez apperçu l'ombre même d'une contradiction. Il faut bien qu'un Evêque reçoive de quelqu'un l'institution canonique; celui qui la lui donne est, en cette partie, le Vicaire de J. C.; & quand elle est donnée, il est vrai que les *pouvoirs* viennent de Dieu seul. Est-ce que, dans le nouvel ordre de choses, l'Evêque élu pour *exercer le saint Ministère*, ne seroit pas dans la dépendance du Métropolitain? Est-ce que

cette dépendance empêcheroit le nouvel Evêque de tenir de Dieu ses pouvoirs ? Et si cela est possible , sans contradiction , relativement au Métropolitain , la contradiction naîtra-t-elle de ce qu'au Métropolitain on aura substitué le Pape ? Oui , les Evêques sont les freres du Souverain Pontife (1) ; il leur en donne le titre , & nous convenons qu'anciennement ils le prenoient quelquefois : mais cette similitude d'appellations n'empêche pas la différence des pouvoirs. Le Pape est l'ainé de la famille Episcopale ; dans les partages , il eut des prérogatives , une supériorité marquée & des devoirs éminents qui ne détruisirent par la fraternité. Oui nos Evêques ont courageusement résisté *aux entreprises* de quelques Evêques de Rome , parce que trop religieux pour refuser l'obéissance due légitimement au S. Siege , ils étoient trop instruits pour ne pas voir les abus , trop Chrétiens , trop bons Citoyens , ou , si vous le voulez & comme vous le dites , *trop fiers* pour les souffrir. Jamais leur sagesse , leurs lumières , leur fermeté n'éclaterent davantage que lorsqu'ils tinrent cette conduite également éloignée des extrêmes , que , par inadvertance , vous nommez une *étrange contradiction*. Cependant ce jugement ne seroit pas trop fort , si nous pouvions reconnoître

(1) On lit (p. 5) que les Evêques » déclaroient autrefois » dans les Conciles , que si un Pape , parlant d'un Evêque , » l'appelle *son fils* , au lieu de l'appeller *son frere* , l'acte où » se trouvera une telle expression sera nul. « Il est à observer , 1^o que le texte cité en preuve n'est l'ouvrage ni des Evêques ni d'un Concile , mais l'extrait d'une lettre particulière du Pape Innocent III , inséré depuis dans les décrétales ; 2^o on n'annule point l'acte où se trouveroit une telle expression ; mais on déclare qu'il est l'ouvrage d'un faussaire , & non celui d'un Pape.

quelque vérité dans ces paroles que vous ajoutez au texte cité plus haut : » Aujourd'hui... ils vou-
 » droient mettre le Royaume & l'Episcopat sous sa dé-
 » pendance absolue (du Pape) ; « mais nous nous flat-
 » tons , Messieurs , qu'en revenant sur cette proposi-
 » tion , vous avouerez que la première partie en est
 fautive & la seconde exagérée. Aucun des intérêts
 purement temporels du Royaume de France n'a été ,
 dans ce moment de crise , soumis à l'autorité ponti-
 ficale ; & quant à l'Episcopat , il ne dépend pas plus
 de l'Evêque de Rome , qu'il n'en dépendoit , sous
 Louis XIV , à l'instant de la fameuse Déclaration de
 1682. En fixant les bornes précises de la puissance
 du Pape , le Clergé de France professoit solennel-
 lement la primauté du S. Siege , ses vraies préroga-
 tives , qui n'étoient autres que celles que nos Evê-
 ques lui attribuent aujourd'hui (1).

Bientôt , Messieurs , vous entamez la célèbre ques-
 tion de la primauté de S. Pierre sur les autres
 Apôtres , & de celle du Pape sur les autres Evêques.
 Nous applaudissons à ce que vous dites (page 6)
 que la *Puissance apostolique* ne fut pas donnée à
 Pierre seul , mais *directement* à tous les Apôtres :
 quoique nous n'en voyons pas la preuve dans ces
 paroles : *mon Pere vous donnera l'Esprit de vérité ,*
qui demeurera avec vous jusqu'à la fin des siècles , ni
 dans le fait des langues de feu , qui , le jour de la
 descente de l'Esprit Saint , s'arrêterent sur chacun
 d'eux. (2) Mais nous avons éprouvé un véritable

(1) Que le Siege Apostolique , que les successeurs de
 Pierre , Vicaire de J. C. ont la pleine puissance des chq-
 ses spirituelles. Déclaration du Clergé de France en 1682.

(2) Les preuves certaines de cette vérité se trouvent
 dans ces textes ; Evang. S. Math. ch. 18 v. 18. Tout ce

sentiment de douleur, en lisant, p. 7. de votre *Adresse*, une proposition formellement contraire à la foi de l'Eglise, & prouvée, au même endroit, par une partie des moyens qu'emploient les ennemis de la Communion Romaine.

» Toute primauté, dites-vous, entr'eux fut ban-
nie. « Vous niez la primauté de S. Pierre sur les autres Apôtres, & cette primauté est un des articles de la croyance catholique. La respectable antiquité, les Peres & les Conciles de tous les siècles ont fait profession de la voir dans ces paroles du Sauveur : *tu es Pierre, & sur cette Pierre j'édifierai mon Eglise.* (Math. chap. 16) ; & dans ces autres : *Simon fils de Jean, m'aimez-vous plus que ceux-ci (plus que les autres Apôtres) ?* *Païssez, mes agneaux, païssez, mes brebis.* (Jean chap. 21.) Daignez, Messieurs, ouvrir l'ouvrage de quel-
qu'Ecrivain Catholique sur l'Eglise, & si vous n'y

que vous lierez sur la terre sera lié dans le ciel ; & tout ce que vous délierez sur la terre sera délié dans le ciel : & ch. 28, v. 18, toute puissance m'a été donnée dans le ciel & sur la terre : allez-donc & instruisez tous les peuples, les baptisant & les enseignant . . . & voilà que je suis toujours avec vous jusqu'à la consommation des siècles . & en S. Jean ch. 20, v. 21 : comme mon pere m'a envoyé, je vous envoie de même . . . recevez le S. Esprit, les péchés seront remis à ceux à qui vous les remettrez ; & ils seront retenus à ceux à qui vous les retiendrez. Des deux preuves citées dans l'*Adresse*, la première est insuffisante : J. C. pouvoit vérifier sa promesse de donner l'esprit de vérité, même en ne le communiquant que par le canal de S. Pierre. La seconde n'est pas concluante, puisque les langues de feu s'arrêtèrent non-seulement sur chacun des Apôtres, mais sur les cent-vingt disciples & les saintes femmes réunies dans le Cénacle : & ces dernières ne reçurent pas la puissance apostolique.

trouvez pas de preuves manifestes & multipliées de la vérité que nous opposons à l'assertion erronée que vous avez écrite trop précipitamment , nous consentons à avoir sur le reste tous les torts qu'il vous plaira.

Vous paroissez d'ailleurs vous être décidés sur des passages de la Sainte-Ecriture qui n'ont que peu ou point de rapport à la question , & dont on a cent fois donné l'explication , quand les Théologiens Protestants nous les ont objectés. Vous débutez par ce mot célèbre de J. C. à ses Apôtres , *que celui qui voudra devenir plus grand parmi vous , soit votre serviteur* , » quand Zébédée (*légère erreur ; c'étoit la mere qui avoit parlé*) lui *de-* » manda les deux premières places dans son Royaume » pour ses deux fils. « La réponse est que le Sauveur du monde a donné par ces paroles une grande leçon d'humilité à ses Disciples ; qu'il leur a appris à ne point aspirer au premier rang , à ne pas vouloir l'obtenir ; mais que ces mêmes paroles n'empêchoient pas l'Homme-Dieu de rompre lui-même cette égalité , quand il en seroit temps , par l'institution d'une primatie , son ouvrage , & non celui de l'orgueil.

Vous continuez par ce passage : *Lorsque vous serez assemblés en mon nom , je serai au milieu de vous* : d'où vous concluez que » dans cet esprit d'égalité. (J. C.) » n'ordonna pas de s'en rapporter à S. Pierre pour » décider des articles de foi , mais à l'Eglise. « Nous ne voyons en ceci de répréhensible que les mots , *dans cet esprit d'égalité*. Ils supposent implicitement , ou que Pierre eût été seul Juge de la foi , s'il eût été élevé au-dessus des autres ; ou qu'il n'étoit pas élevé au-dessus des autres , s'il n'étoit pas seul Juge

de la foi : au lieu que la Religion nous enseigne , & qu'il étoit élevé au-dessus de ses Collegues , & que cependant les questions de la foi étoient décidées dogmatiquement par tout le College apostolique. Dans presque toutes les Compagnies, le Président a des prérogatives attachées à sa place , & il n'en est pas moins vrai que la plénitude du pouvoir & des droits du Corps entier ne repose pas exclusivement dans sa personne.

Vous voudriez , en quelque sorte , rendre S. Pierre complice de l'erreur , qui lui enleve sa supériorité , sous prétexte qu'il a dit que » l'Eglise est édifiée sur » J. C. , qui est la pierre angulaire. « Mais vous devez soupçonner la solution de cette petite difficulté, vous , Messieurs , qui , à la page suivante , enseignez que *les douze Apôtres* servent de fondement à l'Eglise. Sans doute , J. C. est la pierre angulaire , le premier & le plus essentiel fondement de l'Eglise ; S. Pierre & les autres Apôtres n'en sont que le fondement secondaire , ou , comme s'expriment les Ecoles catholiques , le fondement ministériel. Aux textes déjà cités , & par vous , & par nous , joignons ce mot de l'Apôtre S. Paul , que » l'Eglise est construite sur le » fondement des Apôtres & des Prophètes. « (Aux Ephes. chap. 2.)

Ce passage de l'Apôtre des nations que vous rap-
portez ainsi : *nul ne peut mettre à l'Eglise un autre fon-*
dement que celui qui est mis , & qui est J. C. , s'expli-
liqueroit de la même maniere & avec autant de
facilité , si nous n'avions pas à vous dire que , par mé-
garde , vous avez ajouté au texte , ces mots : à l'E-
glise ; addition d'autant plus répréhensible , si elle
eût été volontaire , qu'en lisant le chapitre entier ,
on voit clairement qu'il n'y est pas question du fon-

dement de l'Eglise, mais du *fondement de la foi*; choses assez différentes, pour n'être pas confondues aux dépens de la vérité & de l'intégrité du texte. Nous vous prions, Messieurs, de lire avec attention le troisieme chapitre de la premiere Epit. aux Corinthiens.

Vous invoquez cet endroit de l'Apocalypse : *le mur de la Cité a douze fondements, & sur eux sont écrits les noms des douze Apôtres de l'Agneau*. Nous n'avons jamais contesté que les Apôtres, tous sans exception, fissent partie des fondements de la Cité mystique, qui est l'Eglise; nous voulons seulement (& le texte rapporté ne nous contredit pas) qu'entre ces fondements spirituels, Pierre occupe le premier rang. Il est remarquable que S. Jean insinue qu'ils ne doivent pas être mis tous sur la même ligne, & qu'il y a un premier fondement; *fundamentum primum jaspis*.

» Aussi S. Paul, continuez-vous, loin de regarder
 » S. Pierre comme le SEUL fondement de l'Eglise,
 » & de prêcher son INFAILLIBILITÉ, le reprit-il
 » vivement EN PLEIN CONCILE : *je lui résistai en*
 » *face*, dit-il, *parce qu'il étoit répréhensible*. « 1° Nous ne
 cesserons de vous répéter que les Catholiques ne sou-
 tiennent pas que S. Pierre fût le seul fondement de
 l'Eglise; ils le regardent comme le *premier* fondement
 après J. C. la pierre angulaire. 2° Vous insinuez que
 S. Pierre n'avoit pas l'*infaillibilité*; il en étoit doué,
 & les autres Apôtres jouissoient aussi de cet auguste
 privilege : ce que S. Pierre & les autres Apôtres
 n'avoient pas, c'est l'*impeccabilité*. 3° Vous avancez
 que S. Paul reprit Pierre *en plein Concile*. L'Epître
 aux Galates que vous citez, ne le dit pas; elle paroît
 supposer le contraire. 4° Vous donnez comme indu-
 bitable que le *Céphas* dont il est mention dans le pas-

sage par vous allégué, est le même que S. Pierre : cette identité , aux yeux de bien des interpretes , est pour le moins problématique. Mais laissons ces détails , quelque intéressants qu'ils soient. S. Paul a donc repris S. Pierre , & celui-ci étoit répréhensible : qu'en conclure ? Que S. Pierre n'étoit pas le premier des Apôtres ; qu'il n'avoit pas dans l'Eglise , fondée par leurs travaux communs , une *autorité sur-éminente* ? Pour déduire de pareilles conséquences , il faudroit que la *primatie* fût nécessairement accompagnée de l'infailibilité & de l'impeccabilité. Les Catholiques n'adoptent point une idée si peu raisonnable ; sur-tout elle est très-loin de diriger la conduite des Evêques & du Clergé de France , qui , honorant dans l'Evêque de Rome la *primauté d'honneur & de juridiction* ; ne l'en voient pas moins exposé aux foiblesses de la nature & aux surprises de l'erreur.

» Ce Paul , cet organe sacré du S. Esprit , établi
 » Apôtre , non par les hommes , ni par un homme ,
 » mais par Jesus-Christ.... « Que prétendez-vous donc
 avec ce préambule ? Est-ce que S. Pierre & les autres Apôtres n'étoient pas aussi les *organes sacrés de l'Esprit-Saint* ? Est-ce qu'ils n'avoient pas été établis Apôtres par J. C. ? Mais , qu'a-t-il enseigné , Saint Paul , de si favorable à votre opinion , pour que vous l'annonciez par un exorde ? Le voici : il a dit » aux Evêques d'Asie assemblés à Milet ,
 » prenez soin de vous & du troupeau sur lequel (non
 » pas S. Pierre , mais) le Saint-Esprit vous a établis
 » pour gouverner l'Eglise de Dieu.) « Ces Evêques d'Asie assemblés à Milet ne sont point dans l'Ecriture (act. chap. 20.). Il y est seulement dit que S. Paul envoya chercher à Ephese les plus anciens Mi-

nistres de cette Eglise , *maiores natu Ecclesiæ* ; & que quand ils furent arrivés il leur tint le langage qu'on objecte ; mais qui renferme plutôt une vérité précieuse qu'une difficulté. La vérité qui nous est précieuse , se trouve dans ces mots : le *Saint-Esprit a établi les Evêques pour gouverner l'Eglise de Dieu*. C'est en grande partie ce qui nous effraye , quand on nous propose de jurer le maintien d'une Constitution ecclésiastique , qui n'est point l'ouvrage de nos Evêques. La difficulté seroit dans ces mots : le *Saint-Esprit , & non pas S. Pierre , a établi les Evêques*. Mais ces Evêques n'avoient-ils pas été élus par quelqu'un , consacrés par quelqu'un , & par conséquent *établis* par quelqu'un ? Probablement par S. Paul lui-même , ou par l'Apôtre S. Jean ? Et quelle différence ou quel embarras particulier , si Pierre leur eût imposé les mains , leur eût assigné une portion de territoire , les eût investis de la Jurisdiction épiscopale ? Comprendons que quand un homme est fait Evêque suivant les lois canoniques , c'est Dieu , *Dieu lui-même* , qui le *met dans son Eglise*. Il faut bien que vous le disiez comme nous , Messieurs , puisque les Evêques que nous donneroit la Constitution auroient des hommes pour Electeurs & pour Consécrateurs.

Nous avons suivi pied-à-pied vos citations , Messieurs , afin que vous demeurassiez persuadés qu'avec de l'esprit & une grande variété de connoissances , on peut se tromper dans l'interprétation des saintes Lettres , ou être trompé par ceux que l'on croit incapables de fournir des matériaux peu exacts.

Aux autorités , l'*Adresse* joint des exemples. Le temps nous manque pour les discuter : mais nous avouons qu'à la naissance du Christianisme , les Apô-

tres se répandant dans cette riche moisson de l'Univers , avoient tous le droit , ou , pour mieux dire , le privilège de fonder des Eglises & d'y établir des Evêques , sans que le consentement & la coopération de S. Pierre fussent nécessaires. Après cet aveu , nous remarquerons qu'il n'en est pas de l'Eglise *formée* comme de l'Eglise *qui se forme* ; que , pour ces deux états , les regles sont différentes , parce que ces états ont entr'eux des différences énormes ; qu'en effet , aussi-tôt que l'Eglise eut acquis de la consistance & de l'étendue , toutes les parties de sa discipline furent successivement tirées des trésors de sa sagesse & de son autorité , & qu'elle s'occupa spécialement de la maniere dont se perpétueroit son immortel ministère. Il n'est pas possible que vous ne souscriviez point à ce que nous avançons ici. Voudriez-vous qu'actuellement des Evêques fissent à volonté d'autres Evêques ? Est-ce-là l'esprit de l'Assemblée Nationale ? Ces promotions arbitraires quadreroient-elles avec ses décrets ? Vous êtes bien éloignés de le penser. Eh bien ! nous pensons de même , qu'abstraction faite des usages en vigueur au temps de la propagation de l'Evangile , un ordre de choses s'établit depuis par l'autorité de l'Eglise constituée, forte des pouvoirs qu'elle avoit reçus, de la protection & des graces que Dieu lui prodiguoit. Et quand les droits de l'Evêque de Rome n'auroient pas une autre origine que ces anciens Réglements , le devoir indispensable , je ne dis pas des Ministres , mais des simples fideles , seroit d'y tenir inviolablement , jusqu'à ce que l'autorité de cette même Eglise , qui traverse les siècles sans altération , les eût changés ou abrogés.

Vous ne traitez pas , en particulier , Messieurs ,

de la primauté du Saint Siege. On diroit , en vous lisant , que vous avez cru qu'un petit nombre de faits ou de passages , cités sans ordre , décideroit cette grande question , ou la réduiroit à un point qui , par son peu d'importance , cesseroit de devoir nous intéresser. Mais n'en croyez pas quelques parcelles détachées de l'immense collection des monuments ecclésiastiques. Voyez les prérogatives de l'Evêque de Rome , célébrées dans les Conciles , dès qu'il y a eu des Conciles : à Nicée , à Ephèse , à Calcédoine , &c. Voyez - les dans une multitude infinie de faits , qui nous peignent énergiquement la sollicitude & le pouvoir des Souverains Pontifes , passant les mers , allant jusques dans l'Orient y punir des coupables , y protéger des innocents , y maintenir la foi , la discipline , les mœurs ; voyez-les dans tout ce que l'antiquité sacrée a eu de pieux & de savant , dans » les Papes eux-mêmes , non les Papes ambitieux.... , mais dans les Papes que l'Eglise » a sanctifiés (ou canonisés)... « (pag. 11). Insensiblement nous nous étendrions trop , rapprochons-nous de votre Ecrit.

» Ouvrez , dites-vous , les Conciles de Constantinople & de Calcédoine ; ils reconnoissent que l'Evêque de Constantinople a le droit , sans l'approbation du Pape , d'établir les Evêques chez les » Barbares. «

Cette maniere vague de citer est gênante pour ceux qui croient qu'on peut se méprendre , & qui sont bien aises de vérifier. Le Canon du Concile de Constantinople doit être le quatrième : il n'y est question , ni de l'Evêque de Constantinople , ni du Pape ; il y est seulement dit qu'il faut administrer *les églises établies chez les Nations barbares* , de la maniere usi-

tée dans les anciens temps. Le Canon du Concile de Calcédoine doit être le vingt-septieme ; il parle de l'Evêque de Constantinople , mais il ne dit rien de celui de Rome. Un reproche plus grave & vraiment péremptoire à faire à votre citation , c'est que ce Canon du Concile de Calcédoine , est celui que le Patriarche Anatolius composa à l'insu des Légats du Pape , contre lequel se récrierent ces mêmes Légats , dès qu'ils en eurent connoissance , dont ils procurèrent au moins momentanément une espece de suppression ou de suspension ; & que le grand Saint Léon cassa en vertu de la puissance apostolique : *in irritum mittimus* (ce sont ses paroles) & *per auctoritatem Beati Petri generali prorsus definitione cassamus*.

Vous objectez le Concile de Carthage (il y en a beaucoup de ce nom), Saint Grégoire (vous ne dites pas lequel), Saint Léon & Charlemagne , qui s'accordent à refuser aux Papes les noms de Prince des Prêtres , de Souverain Prêtre , d'Evêque universel , &c. Qu'importent les noms , pourvu que la chose soit en sûreté ? Personne n'ignore que plusieurs Papes éloignèrent d'eux ces titres magnifiques pour donner aux Patriarches de Constantinople , qui s'en parcient , un exemple d'humilité. Au reste , il ne sera pas hors de propos de vous dire que ce Concile de Calcédoine que vous citez plus d'une fois , appelle Saint Léon (sess. troisieme) *universel* , *Archevêque & Patriarche de la grande Rome* ; & que Saint Léon , le Pape Léon lui-même , que vous assurez (page 11) avoir refusé le titre d'Evêque universel , le prend dans une lettre à l'Empereur Marcien.

» Maintenant , freres & amis , croirez-vous que
» le

« le Pape seul ait droit de confirmer les Evêques ? »
 (Page douzieme.) Il seroit possible que cette question , après les observations que nous venons de faire , fût plus embarrassante que jamais : elle le deviendrait bien davantage pour ceux qui méditeroient attentivement les Canons du Concile de Calcédoine , pour lequel vous nous paroissez avoir un respect particulier. Peut-être y découvririons-nous , non pas l'origine , mais une preuve certaine de cette prérogative de l'Evêque de Rome , par vous contestée. A ce Patriarche de Constantinople , que les Orientaux vouloient assimiler , autant que la foi le permet , au Pape de *l'ancienne Rome , de Rome-la-Grande* , on donne , pour l'Orient , le droit de confirmer les Evêques Métropolitains , & d'établir des Sieges dans les pays récemment gagnés à J. C. ; preuve évidente que , dans les Eglises d'Occident , les Papes exerçoient les mêmes fonctions & la même autorité.

Aussi les Théologiens Catholiques distinguent-ils dans les Souverains Pontifes quatre qualités différentes : Evêque pour le Diocèse de Rome ; Métropolitain pour les Eglises situées dans les villes nommées *Suburbicari* ; Patriarche pour les Eglises d'Occident ; Primat pour l'Eglise universelle. Vous remarquez (page 10) Messieurs , que S. Athanase avoit établi , sans la participation du Pape , Frumentius Evêque d'Ethiopie. C'étoit l'exercice d'un droit attaché au Patriarchat d'Alexandrie , avant que celui de Constantinople s'élevât sur ses ruines & s'enrichît de ses dépouilles. Mais ce droit , d'où étoit-il venu à l'Evêque d'Alexandrie ? De ce que S. Marc avoit été envoyé par S. Pierre pour fonder l'Eglise d'Egypte ; de sorte que cette Eglise étoit censée l'Eglise

de Pierre. C'étoit pour une raison semblable que le Siege d'Antioche étoit patriarchal. Pierre l'avoit occupé pendant quelques années. Vous le voyez : l'Apôtre S. Pierre , par-tout où il s'arrête , par-tout où il envoie en son nom & pour lui , imprime des vestiges de sa grandeur & de sa primauté.

Nous ne vous suivrons pas , Messieurs , dans cette triste & peu édifiante énumération de crimes que vous attribuez à quelques Papes. Nous sommes affligés que vous ayez cru pouvoir les mettre sous les yeux de nos *freres & amis* , de nos chers Concitoyens ; nous ne comprenons même pas quel avantage les vertueux fideles pour lesquels vous avez écrit , peuvent tirer de ces lugubres connoissances que vous affectez de leur procurer ; comme si ce mot du Sauveur du monde : *Ils sont assis sur la Chaire de Moyse* ; faites ce qu'ils vous disent de faire , & non ce qu'ils font , n'anéantissoit pas toutes les inductions qu'on voudroit tirer de ces faits que la charité la plus industrieuse ne peut pallier entièrement. Mais puisque vous vous déterminiez à les apprendre à une foule d'ames simples, qui avoient le bonheur de les ignorer , il ne falloit pas donner comme certain ce qui ne l'étoit pas , comme vrai ce étoit faux. Nous nous arrêtons , faute de temps , à vos trois premiers exemples. *Anastase II s'unissoit avec l'hérétique Nestorius* : vous le dites ; mais le sage Abbé Fleury , mais le savant de Tillemont ne le flétrissent point de cette affreuse accusation. Ils paroissent seulement croire qu'il usa d'un peu trop d'indulgence envers le Patriarche Acace. *Grégoire III donnoit la permission de changer de femme* : vous le dites ; mais un Député à l'Assemblée Nationale (M. l'Abbé de Rastignac , sur l'indissolubilité du mariage ,

page 268) vous répondra qu'on ne fait à qui attribuer le Capitulaire que vous avez en vue ; & qu'en tout cas on le peut entendre très-aisément d'un empêchement dirimant qui avoit précédé le mariage. *Marcellin donnoit de l'encens aux idoles* : vous le dites ; mais l'Auteur d'un Dictionnaire *des grands Hommes* , peu suspect , quand il est question d'excuser les Papes , vous souviendra que Marcellin » se signala par son courage » dans la persécution.... , & qu'il mourut également » illustre par sa sainteté & par ses lumieres. Les » Donatistes , ajoute-t-il , (*vous entendez, Messieurs ? les Donatistes*) l'ont accusé d'avoir sacrifié aux idoles ; mais Saint Augustin le justifie pleinement dans ses Livres contre Pétilien.

» Ces scandales , concluez-vous , déposeront hautement contre l'infailibilité du Pape. «

Nous vous protestons bien sincèrement que cette infailibilité ne nous intéresse en aucune maniere : nous croyons pourrant qu'il faudroit d'autres arguments que les vôtres pour arracher aux Ultramontains leur opinion favorite. Au surplus , les Evêques de France ne réclament , en ce moment , l'intervention du Pape , que parce qu'il est le Chef de l'Eglise universelle , & qu'il doit avoir la principale influence dans les *causes majeures*. Ils sont trop sages & trop instruits pour donner à leurs justes préentions l'appui d'un sentiment controversé , & contre lequel l'Eglise Gallicane s'est élevée avec beaucoup de force. On ne voit pas quel motif a pu vous déterminer à en rappeler le souvenir dans votre *Adresse*.

Vous revenez à la nomination des Pasteurs par le Peuple. » La voix du Peuple seroit-elle donc moins » pure que la faveur d'une courtisane « (page 17) & ces sortes de femmes dispensoient quelquefois

» les places dans le saint ministère. « La question n'est pas de savoir si le mode d'élection ou de présentation , décrétée par l'Assemblée Nationale , vaut mieux ou est moins bon que l'ancien : elle est de savoir si ce changement , quelle qu'en soit la moralité , peut s'effectuer par l'autorité séculière , sans le concours de la puissance ecclésiastique. A cette question , vous n'y touchez pas.

» On nous parle du Concordat ; doit-il être préféré » aux saintes Ecritures ? « (Page 19.) (1) Assurément non ; mais les saintes Ecritures , après les explications données , vous paroissent-elles aussi claires , aussi décisives ? Et puis la question n'est pas de savoir si le Concordat peut ou doit être anéanti ; elle est de savoir si l'Assemblée Nationale , qui , des deux Parties contractantes ne représente tout au plus que François premier , a le droit de casser une convention de cette nature sans le concours de l'autre partie intéressée. A cette question , vous n'y touchez pas.

» Il est loisible aux Nations de diviser leur territoire comme elles le jugent à propos ; les Ecclésiastiques doivent s'y conformer : le Concile de Calcédoine le leur ordonne (p. 18.) « Ce canon doit être le seizième , *de rusticanis parochiis*. Le texte , fort

(1) Voyez le Dictionnaire de jurisprudence de l'Encyclopédie méthod. v. *concordat*. L'Auteur pense bien autrement que celui de l'adresse ; car après une assez longue discussion , il ajoute : *nous en avons assez dit pour faire voir que le concordat est devenu une loi de l'état , & une des plus importantes pour le droit ecclésiastique* ; mais , quant à ce qui concerne les intérêts spirituels de l'église , il n'a pu devenir loi que par son acceptation volontaire , & conséquemment ne peut être aussi abrogé que de son consentement.

embrouillé dans votre citation, nous a paru signifier, lorsque nous l'avons lu ailleurs, que quand une ville seroit *renouvellée* ou rebâtie *par l'autorité impériale*, & qu'elle auroit reçu tous les caractères distinctifs d'une ville, il falloit y mettre des paroisses : *etiam ecclesiarum parochianarum sequatur ordinatio*. Cette interprétation ne ressemble guere à celle que vous supposez. Mais, après tout, la question n'est pas de savoir s'il est utile ou convenable d'introduire quelques changements dans la distribution des évêchés & des paroisses : elle est de savoir si la puissance temporelle seule, sans le concours, l'agrément de la puissance ecclésiastique, contre le gré & nonobstant les réclamations des intéressés, peut consumer cette opération, donnant aux ouailles de nouveaux Pasteurs, aux Pasteurs de nouvelles ouailles. A cette question, vous n'y touchez pas.

Nous vous demandons actuellement, Messieurs, si un homme désintéressé, & qui ne cherche que le vrai, peut tranquillement, sur la foi de vos citations & de vos raisonnements, souscrire à la loi du serment dont vous vous déclarez les apologistes ? Encore si vous aviez traité tous les sujets qui donnent de l'inquiétude : la juridiction de l'Evêque, l'administration du Sacrement de Pénitence, la destruction des Ordres Religieux, &c. ! Encore si vous vous étiez efforcé de nous apprendre comment on peut jurer de maintenir une constitution qui n'est pas encore achevée, & qui de jour en jour étonne du moins par la multiplicité & la variété de ses accroissemens. Peut-être avez vous cru satisfaire à tout, en rapportant (page 13) ce que disoit un de ces *Prêtres vénérables*, *supérieurs aux séductions de l'intrigue*, *homme simple dans ses mœurs*, & que nul intérêt n'a

(22)

jamais pu tenter. » Ce seroit calomnier l'Assemblée
 » que de lui supposer le projet de mettre la main
 » à l'encensoir. « Mais combien de choses on fait
 quelquefois sans en avoir le dessein , sans même s'en
 appercevoir ! Nous ne jugeons pas les intentions :
 la charité nous commande d'en supposer de bonnes
 à tous ceux qui protestent n'en avoir pas d'au-
 tres ; & nous obéissons sans répugnance. C'est en
 particulier la justice que nous croyons devoir vous
 rendre , Messieurs ; car , si nous avions soupçonné
 que vous vous trompassiez de mauvaise foi , c'est-à-
 dire que vous présentassiez exprès des erreurs à vos
freres & à vos amis , pour les engager au serment
 demandé par l'Assemblée Nationale , jamais nous
 n'aurions essayé de répandre sur votre Écrit les lu-
 mières de la saine doctrine ; & nous nous serions
 contentés de gémir en silence sur l'abus de l'esprit
 & des talents.

A Rouen, de l'Imp. de veuve LAURENT DUMESNIL,
 rue Neuve S. Lo , 1791.